

Santé

Trouver la juste approche

Anita J. TSOUMBA
Libreville/Gabon

Veiller à la fourniture des soins de base et des médicaments à moindre coût, former davantage de professionnels de santé, nouer des partenariats inédits avec le secteur privé afin d'étendre la couverture maladie. Et rétablir la confiance érodée par une mauvaise communication avec les partenaires sociaux sont, entre autres, à inscrire au nombre des actions à mener à court terme.

PROMUE à la tête du ministère de la Santé, après une période bien tumultueuse, le nouveau patron du secteur, Denise Mekam'ne Edzidzie, aura du pain sur la planche. Si les problèmes de la maison santé ne lui sont pas tout à fait méconnus, pour avoir été à la tête dudit ministère il y a plusieurs années, il faut, toutefois, relever que l'opinion attend beaucoup d'elle pour refonder un secteur en proie à de nom-



Photo : L.R.A.

Denise Mekam'ne devra s'attaquer sans tarder à plusieurs dossiers préoccupants de son département.

breuses difficultés. Tant sur l'offre, que sur la qualité des soins à apporter aux populations. Les grèves à répétition, dont les principales revendications sont les meilleures conditions de travail, la formation et le recrutement des agents, illustrent parfaitement la situation qui y prévaut. Force est de constater, pour le déplorer, que malgré les réformes annoncées et entamées pour améliorer l'offre de soins au Gabon, leur exécution efficiente reste au stade embryonnaire ou avancent à

tâtons. Des infrastructures de troisième génération (CHU) ont bien été construites et équipées de plateaux techniques modernes, afin de répondre à la demande en santé de plus en plus croissante. Mais, elles manquent de personnels qualifiés et en nombre suffisant. Obligeant ainsi certains usagers à aller vers des structures privées hors normes, aux coûts exorbitants. On attend toujours l'application de la mesure de transmission de la responsabilité de ces hôpitaux à la



Photo : AJT

Les pénuries récurrentes des antirétroviraux sont un frein au traitement des PVVIH.

médecine militaire. Sauf que la commission préconisée pour l'évaluation de la faisabilité de cette décision n'a jusque-là pas été convoquée. Ce qui oblige au statu quo. La formation et le renforcement des capacités des personnels hospitaliers est donc à inscrire au nombre des actions prioritaires de l'équipe de la ministre d'Etat Mekam'ne. Le capital humain ne devant plus être une entrave à l'accès aux services publics, mais plutôt une véritable plus-value dans ce domaine.

Autre point, l'assurance maladie obligatoire. La Caisse nationale d'assurance-maladie et de garantie sociale (Cnamgs) est un modèle qui fait désormais école dans plusieurs pays du continent. Cependant, au niveau national, beaucoup reste à faire. Les prestations sont en deçà des attentes des cotisants, surtout depuis que les pharmacies, les structures privées, voire certains médecins dans les hôpitaux publics refusent de servir ou de prendre en charge les assurés étatiques, au motif

que l'Etat est un mauvais payeur. Il serait peut-être temps qu'une collaboration plus franche entre l'Etat et ses partenaires dans ce cadre soit revue, afin que la prise en charge des assurés soit améliorée. La question du médicament n'est pas en reste. Les fréquentes pénuries de médicaments antirétroviraux (ARV), tout comme ceux de première ligne, constituent un véritable goulot d'étranglement à la prise en charge et au suivi des personnes vivant avec le VIH et la tuberculose. Le fardeau des nouvelles maladies dites émergentes, telles que la tuberculose multirésistante, la prise en charge des malades mentaux et des personnes du troisième âge, sont autant des questions prioritaires dans l'amélioration de l'offre de santé nationale. Enfin, le défi majeur pour le nouveau patron de la Santé sera celui de trouver la juste approche, afin que l'application des politiques annoncées aille bon train à court, moyen et long termes.

Eau et énergie

Un casse-tête pour Patrick Eyogo Edzang !

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

ALORS que de nouveaux délestages sont annoncés pour les mois à venir, le nouveau ministre de l'Eau et de l'Energie va très vite se retrouver dans le chaudron du mécontentement populaire : éviter un nouveau rationnement de l'électricité dans la capitale et à l'intérieur du pays ! C'est dire que Patrick Eyogo Edzang n'aura aucun instant de répit et ne bénéficiera d'aucun état de grâce pour justifier sa « possible incapacité » compte tenu de son parachutage express dans l'un des ministères les plus compliqués du gouvernement à régler ces désagréments. Face à la dégradation du service public, cette tête bien faite de l'Union nationale devra proposer, au plus vite, un plan cohérent pour, enfin, couvrir la capitale Libreville, mais également le pays en fourniture d'eau et d'électricité. Homme, dit-on, à poigne et au caractère bien trempé, le ministre devra aussi faire respecter scrupuleusement, le nouveau contrat qui lie l'Etat à la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), en rappelant à l'ordre le principal



Photo : Wilfred MBINAH

Le ministre Patrick Eyogo Edzang est très attendu sur les dossiers de l'eau et de l'énergie.

partenaire de l'Etat en cas de manquements graves à son cahier des charges. Mais dans l'urgence, deux dossiers attendent le ministre. La pénurie d'eau actuelle à Libreville et à Owendo, et le conflit larvé qui oppose le ministère à la Confédération gabonaise pour la sécurité des usagers de l'électricité (Consuelec) sur la régularité et la conformité des campagnes de vérifications des installations électriques. Sur le premier point qui constitue la préoccupation majeure des populations de la capitale et de sa périphérie, Patrick Eyogo Edzang sera face à son premier test grandeur nature. D'après une étude des

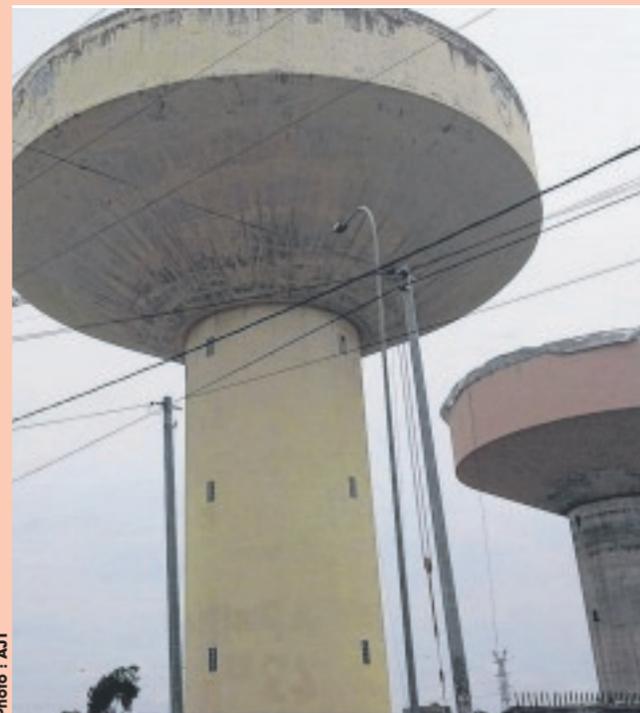


Photo : AJT



Photo : FMM/FMM

L'eau est devenue une denrée rare dans plusieurs foyers du pays.

services techniques du ministère de l'Eau et de l'Energie, près de 87 400 m3 d'eau s'évaporent sur l'ensemble du territoire national, en raison des fuites avant ou après compteur. Une situation

qui interpelle depuis le gouvernement, au moment où Libreville connaît des difficultés majeures dans son approvisionnement en eau. En effet, la capitale « n'a besoin », dit-on que de 15 000 m3 d'eau supplémentaire pour combler son déficit. Alors, que faire quand près de 87 000 m3 s'écoulent en pure perte dans la nature, dans l'indifférence générale et privant d'eau des quartiers entiers dans les communes de Libreville et d'Owendo ? Pis, la SEEG, comme à son habitude, impute la responsabilité à l'Etat gabonais, qui n'aurait pas respecté, selon elle, ses engagements. Au nouveau ministre de nous apporter des solutions...Et vite !

Le château d'eau d'Akanda, incapable de bien alimenter la cité